Orientation Budgétaire

2025

Propos introductifs

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Objectifs du DOB

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

Dispositions légales

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, EPCI comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants. L'année de création d'un EPCI, le DOB n'est pas obligatoire.

En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Délai :

- 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions ainsi que pour toutes les collectivités et tous les établissements en M57
- 2 mois pour les autres collectivités et établissements

Propos introductifs

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

- **Rapport d'orientation budgétaire :**

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.
- L'évolution rétrospective des dépenses réelles de fonctionnement.
- L'évolution rétrospective du besoin de financement annuel.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux.

Propos introductifs

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

- **Délibération, compte-rendu de séance et publicité**

Obligatoire, la délibération permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance.

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public par la collectivité, le public devant être avisé de cette mise à disposition par tout moyen (site internet, ...).

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

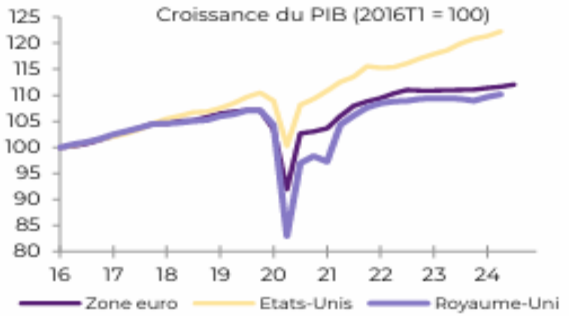
Sommaire

- **1. Contexte général : situation économique et sociale**
  - Situation globale
  - Situation de la collectivité
- **2. Les hypothèses budgétaires de la collectivité en 2025**
  - Recettes de fonctionnement
  - Dépenses de fonctionnement
  - Évolution de la capacité d'investissement
  - Synthèse et perspectives RH
- **3. Orientations et programmation des investissements de la collectivité**
  - Projets pluriannuels
  - Projets d'investissement 2025
  - Le financement des investissements 2025
  - Budget prévisionnel 2024
- **Annexes : caractéristiques de la commune**
  - Evolution des recettes et dépenses de fonctionnement 2015-2024
  - La population
  - Enfance / Petite enfance
  - Tableau des emplois sur emplois permanents au 31/12/2024
  - Organigramme des services au 01/01/2025

Situation globale

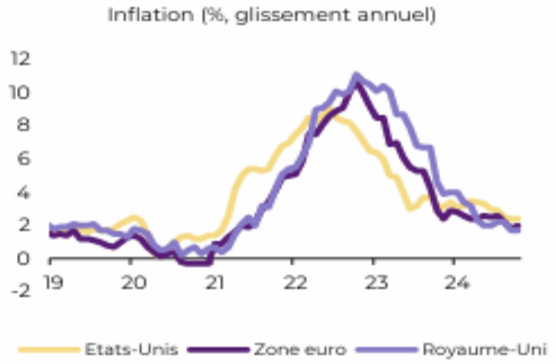
• Monde : les banques centrales desserrent l'étau, le risque géopolitique monte d'un cran

La croissance mondiale est attendue sans véritable élan en 2024 et en 2025, autour de 3 %, avec des dynamiques régionales très différentes. Les États-Unis continuent de surperformer et de surprendre à la hausse avec une croissance attendue proche de 3 %, tandis que la zone Euro peine à se redresser avec une croissance qui serait inférieure à 1 % en 2024, et une économie allemande toujours à l'arrêt. La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5 %, ce qui a conduit le gouvernement chinois à annoncer une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie.



Sources : LSEG Datastream, Natixis

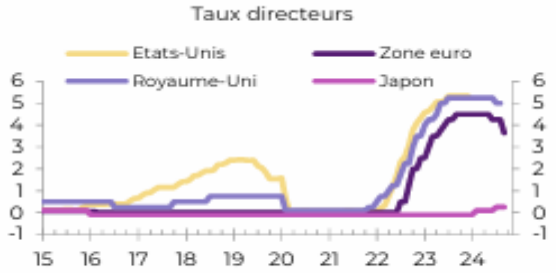
La plupart des banques centrales des pays avancés (BCE, Fed, BoE, BNS, BoK, Riksbank, etc.) **ont commencé à desserrer l'étau du crédit** sur fond de nette décélération de l'inflation en 2024 et ce mouvement se poursuivrait :



- La Banque Centrale Européenne a abaissé ses taux directeurs de 75 pbs à 3,25 % pour le taux de dépôt et ce mouvement se poursuivrait avec une nouvelle baisse de 25 pbs attendue en décembre et un taux terminal prévu à 2,0 % en juin 2025.
- La Fed a entamé son cycle d'assouplissement en fanfare, en abaissant son objectif de taux de 50 pb en septembre et ce mouvement baissier se poursuivrait.
- La Banque d'Angleterre a également entamé son cycle de baisses de taux et celui-ci continuerait.
- À rebours, la Banque du Japon a mis fin aux taux négatifs et pourrait procéder à une nouvelle hausse de taux d'ici la fin de l'année.

Situation globale

Le risque géopolitique se renforce par ailleurs dans de nombreux pays.
L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël en sont l'illustration. Sur le plan politique, l'élection de D. Trump fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers et d'une politique plus imprévisible. En Europe, la France a un gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité et la coalition gouvernementale en Allemagne présente de sérieux signes de fragilité.



Sources : Fed, BCE, BoE, BoJ, Natixis

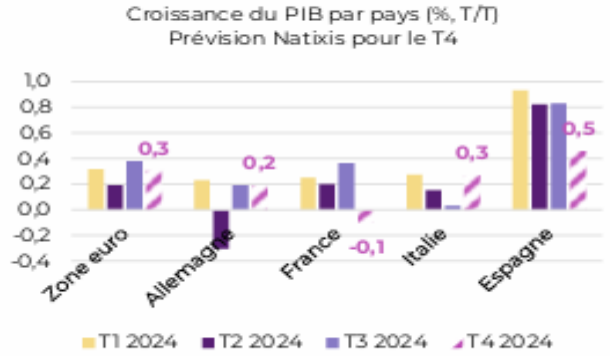
- **Zone Euro : l'activité a fait mieux que prévu au 3ème trimestre, mais cela va-t-il durer ?**

Scénario de croissance : nous anticipons une croissance du PIB de 0,8 % en 2024 et de 1,3 % en 2025 en zone Euro. L'activité a progressé de + 0,4 % T/T au T3 en zone Euro, après + 0,2 % au T2, une hausse supérieure aux attentes du consensus des économistes. La dynamique de la croissance est toutefois très hétérogène : l'Espagne continue de surperformer avec + 0,8 % T/T de croissance et l'activité a accéléré en France à + 0,4 % T/T, soutenue par un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. L'économie allemande a échappé à la récession technique, avec une croissance de + 0,2 % T/T, tandis que l'Italie a calé, avec une croissance nulle au T3. Pour le 4ème trimestre 2024, nous anticipons une croissance du PIB de + 0,3 % en zone Euro, avec de nouveau une forte hétérogénéité entre pays.

Prévisions

	2023	2024	2025
PIB (GA, %)	**0,5**	**0,8**	**1,3**
Consommation privée (GA, %)	0,8	0,8	1,1
Consommation publique (GA, %)	1,2	1,8	1,4
FBCF(GA, %)	1,1	-2,5	0,5
Exportations (GA, %)	-0,4	2,1	2,8
Importations (GA, %)	-0,7	-0,1	2,5
Commerce extérieur (contrib., %)	0,1	1,1	0,3
Inflation (%)	5,5	2,4	2,0
hors énergie et alim. non-transf. (%)	6,2	2,9	2,3

Source : Natixis

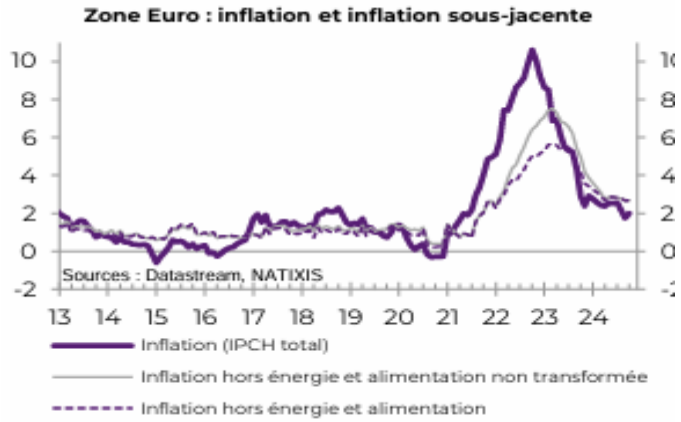


Source : Eurostat, Natixis

Situation globale

Inflation : nous tablons sur une inflation de 1,8 % en 2025 après 2,3 % et une inflation sous-jacente de 2,2 % après 2,9 %. L'inflation a rebondi en octobre en zone Euro, passant de 1,7 % en septembre à 2,0 %. L'inflation sous-jacente est restée stable à 2,7 %, montrant de nouveaux signes de persistance, en particulier dans les services (3,9 %, quasi-inchangée depuis le début de l'année), tandis que les prix des biens hors énergie ont légèrement accéléré, passant de 0,4 % à 0,5 % en glissement annuel. L'inflation continuera de diminuer en 2025, notamment au premier semestre en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait lente.

Risques : l'élection de D. Trump fait peser un fort risque de mise en place de nouveaux droits de douanes sur les entreprises européennes. Selon nos estimations, une hausse des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ - 0,5 % après un an et de – 1 % après trois ans.



Situation globale

- **France : retour à la réalité après les Jeux Olympiques ?**

Scénario de croissance : nous anticipons une croissance du PIB de 1,1 % en 2024 et de 0,9 % en 2025 en France. L'activité a progressé de + 0,4 % T/T au 3ème trimestre, en ligne avec nos attentes. La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris, les ventes de billets et des droits de diffusion audiovisuelle étant comptabilisées au 3ème trimestre. Notre estimation d'un effet JO de l'ordre de + 0,25 pp semble raisonnable, avec un contrecoup similaire à attendre au T4 (croissance attendue à – 0,1 % T/T au 4ème trimestre). Pour l'année 2025, notre prévision de croissance pâtit d'une impulsion budgétaire négative avec un effort de 60 milliards € annoncé par le gouvernement. Nous estimons néanmoins que la réduction du déficit public sera probablement inférieure à celle annoncée et que celui-ci s'établira à 5,4 % en 2025 (vs 5,0 % attendu par le gouvernement), après 6,1 % en 2024.

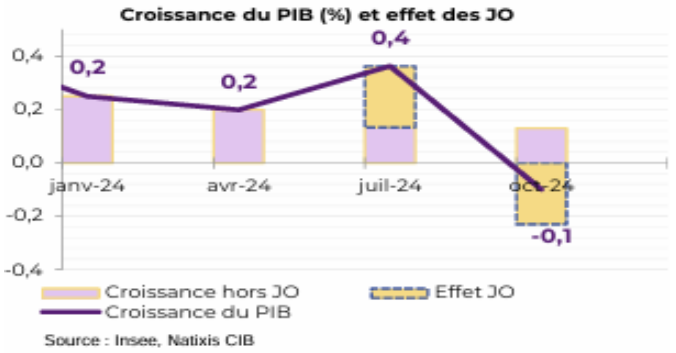
Inflation : en moyenne annuelle, nous prévoyons l'inflation (IPCH) française à 2,3 % en 2024 et 1,7 % en 2025. L'inflation (IPCH) française est ressortie en légère hausse en octobre, à 1,5 % en glissement annuel, après 1,4 % en septembre. L'inflation des services continue de baisser et l'inflation énergétique évolue désormais en territoire négatif en rythme annualisé. Nous nous attendons à ce que l'inflation française se redresse quelque peu en novembre et décembre, mais qu'elle reste inférieure à 2 %.

Risques : l'objectif de réduction du déficit public du gouvernement en 2025 est très ambitieux, avec un risque élevé de ne pas atteindre cette cible, en particulier sans majorité à l'Assemblée Nationale.

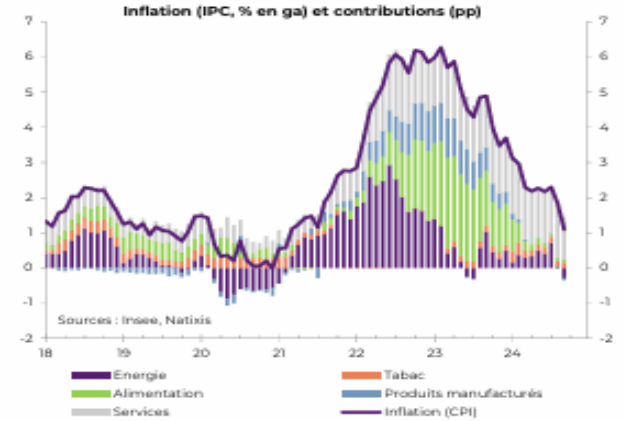
Prévisions

	2023	2024	2025
PIB (MA, %)	**1,1**	**1,1**	**0,9**
Consommation privée (MA, %)	0,9	0,8	1,1
Consommation publique (MA, %)	0,8	2,1	1,1
FBCF (MA, %)	0,7	-1,7	-0,2
Exportations (MA, %)	2,5	1,7	1,8
Importations (MA, %)	0,7	-1,3	1,9
Commerce extérieur (contrib., %)	0,5	1,0	-0,1
Inflation IPCH (%)	5,7	2,3	1,7
hors énergie et alim. non-transf. (%)	5,5	2,4	2,0

Source : Natixis CIB



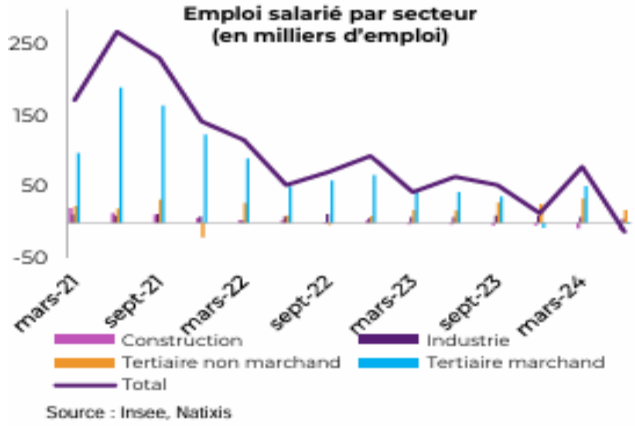
Source : Insee, Natixis CIB



Situation globale

- **France : l'emploi privé présente des signes d'essoufflement**

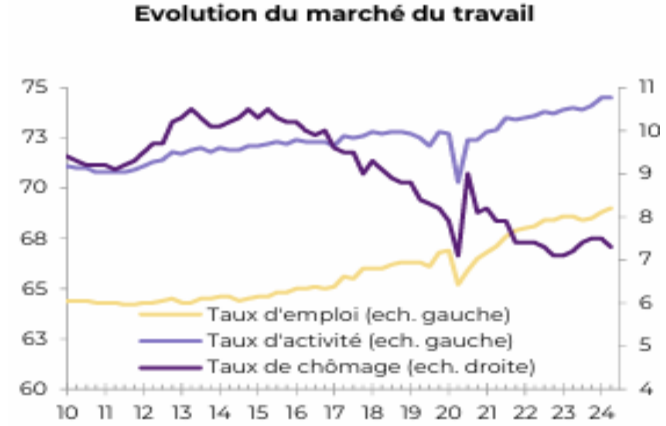
Après + 0,3 % au T1-2024, l'emploi salarié s'est stabilisé au T2-2024, montrant des signes d'essoufflement, en particulier dans le secteur privé. Alors que l'emploi public continue de progresser (+ 16k au T2-2024, après + 21k au T1-2024), la dynamique de l'emploi privé s'essouffle (- 25k au T3-2024 après – 28k au T2-2024), celui-ci se situant 0,3 % sous son pic de mars 2024. Les perspectives d'emploi restent dégradées dans les enquêtes de conjoncture, celles-ci s'établissant sous leur moyenne de long terme.



Source : Insee, Natixis

La croissance des salaires est stable à 2,9 % en glissement annuel au T2-2024 comme au T1-2024, avec des hausses plus marquées dans l'industrie (+ 3,4 %) que dans le tertiaire (+ 2,8 %) et la construction (+ 2,8 %). Comme au trimestre précédent, les salaires augmentent plus vite que les prix, permettant ainsi une amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

Le taux de chômage a baissé de – 0,2 point au T2-2024 à 7,3 % en France (hors Mayotte), mais reste au-dessus de la moyenne européenne (5,9 % en août 2024 après 5 mois à 6 %). Le taux d'activité est resté stable à 74,5 %, son plus haut niveau historique. Néanmoins, l'embellie demeure fragile dans un contexte de ralentissement de l'activité : les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage augmentent nettement dans les enquêtes de conjoncture, tout en restant un peu inférieures à leur moyenne de long terme.



Source : Insee, Natixis

Situation globale

• France : nouveau dérapage du déficit public en 2024

En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5 % du PIB, après 4,7 % en 2022 et contre 4,4 % attendus dans le projet de loi de finances. Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs : une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-Covid ; la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 milliards € ; et enfin, les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts qui ont continuer d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation.

En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le PLF et 5,5 % dans le Programme de stabilité) **ce qui marquerait un deuxième dérapage consécutif pour le gouvernement**, ce qui est inhabituel en dehors des périodes de crise.

Le gouvernement vise un effort de redressement budgétaire de 60,6 milliards € (~ 2 points de PIB) en 2025 pour ramener le déficit public à 5 %. Le « cocktail budgétaire » gouvernemental comprend un effort de 41,3 milliards € de réduction des dépenses et 19,3 milliards € de hausses d'impôts avec une croissance du PIB attendue à 1,1 %.

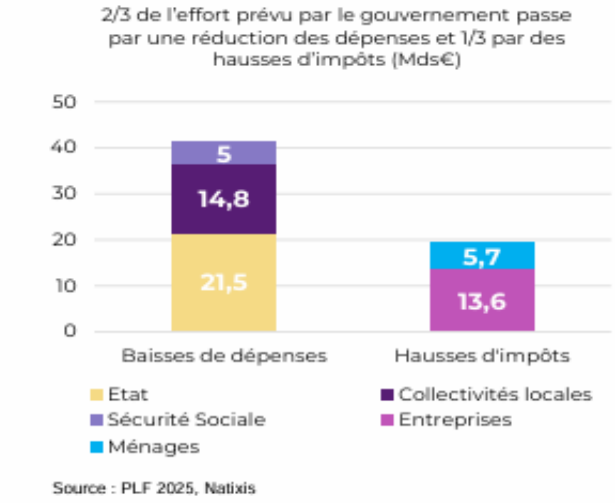
En pratique et en dépit de l'entrée de la France en procédure pour déficit excessif, l'effort de redressement budgétaire sera probablement plus lent :

- De nombreuses mesures présentées par le gouvernement manquent de détails, notamment en ce qui concerne le volet réduction des dépenses
- Le projet de loi de finances est actuellement débattu à l'Assemblée Nationale. Même si nous pensons que le budget sera adopté via l'article 49,3 avant la fin de l'année, le gouvernement devra probablement accepter certaines modifications pour éviter une motion de censure.

Prévisions du gouvernement

		2023	2024f	2025f
Croissance du PIB réel	%, MA	1.1	1.1	1.1
Déficit public	% PIB	-5.5	-6.1	-5.0
Recettes publiques	% PIB	51.0	50.9	51.1
Dépenses publiques	% PIB	56.4	56.8	56.4
Dette publique	% PIB	109.9	111.9	114.7
Prélèvements obligatoires	% PIB	43.2	42.8	43.6

Source : PLF 2025, Natixis



Source : PLF 2025, Natixis

Principales mesures relatives aux collectivités locales

- **Comment mettre au point un budget crédible lorsque les incertitudes s'accumulent pour 2025 ?**

Répartition de la DGF :

Après la censure du gouvernement Barnier, l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour 2025 a été suspendu, empêchant l'adoption d'un budget pour l'année en cours. Une situation qui a amené les parlementaires à voter une loi spéciale qui reconduit le budget 2024 à l'identique en ce début d'année 2025 afin d'assurer le fonctionnement de l'état et des collectivités évitant ainsi un « shutdown ».

Les communes percevront ainsi les douzièmes de fiscalité conformément aux règles de calcul en vigueur. Le versement de la DGF pour les prochaines semaines est garanti sur la base de son montant global hors écrêtement en fonction de sa population.

Il en sera de même pour la dotation de solidarité rurale et la dotation d'intercommunalité.

Investissement: rester prudent sur les recettes à prévoir :

Autre point important, « aucune dépense nouvelle ne sera mise en œuvre » pour l'heure. Seuls seront financés les projets d'investissement déjà en cours de réalisation, les dépenses discrétionnaires comme les dotations, subventions, appels à projets et soutiens divers sont suspendus.

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Dans ce contexte, nous pourront bénéficier de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ou encore fonds vert pour les dépenses déjà engagées, mais nous devrons attendre l'adoption du budget 2025 pourpercevoir à nouveau cesdotations sur les nouvelles dépenses.

Reste que certains versements pourraient tout de même être réalisés. Pour les dotations d'investissements et pour le fondsvert,il est prévu respectivement 1,73 milliard d'euros et 1,06 milliard d'euros à verser en 2025 au titre des crédits de paiement demandés surles autorisations d'engagement antérieures à 2025.

Impôts locaux: une revalorisation de 1,7% :

Les valeurs locatives seront en revanche revalorisées de 1,7%. Pour rappel, ces valeurs locatives servent de base de calcul pour la fiscalité locale.

PLF 2025 :

L'examen qui a repris le 15 janvier, le premier ministre avait annoncé qu'il reprendrait , non pas la copie initialement concoctée par Michel BARINER, mais 'la copie qui a été votée», c'est-à-dire celle intégrant les nombreux amendements approuvés par les parlementaires lors des débats avant son interruption.

L'effort demandé aux collectivités en 2025 pourrait être ainsi oins important qu'initialement prévu. Juste avant la censure,lessénateurs ont en effet eu le temps d'abaisser de 3 milliards d'euros le prélèvement annoncé sur les collectivités en adoptant une série de mesure favorables, telles que l'augmentation de la DGF, le relèvement du plafond des DMTO ou encore la suppression de la mesure gouvernementaleamputant le FCTVA.

En somme, l'adoption de la loi spéciale et les derniers amendements pris avant la censure doit nous permettre d'établir un budget crédible.

Les hypothèses budgétaires de la collectivité en 2025

A. Les recettes de fonctionnement

- Fiscalité: Une augmentation de + 19K€ des produits des contributions de fiscalité directe locale (intégrant 1,7% de revalorisation légale des bases foncières liée à l'inflation mais n'intègre pas la hausse «mécanique» sur les bases physiques) pour un montant global de 2 050K€ (2031K€ réalisé 2024).
- Taux de fiscalité communal inchangé conformément à nos engagements.
- Dotations et participations de l'Etat: une hypothèse de maintien du niveau de la dotation globale de fonctionnement. La dotation de solidarité urbaine et fonds de péréquation seront également à minima maintenus au niveau de 2024. Ainsi le montant global s'élèvera à 383K€ comme en 2024.
- Un maintien des recettes tirées des droits de mutation à titre onéreux pour un montant global de 62K€ comme en 2024.
- Une baisse de 10% des recettes au BP 2025 par rapport au réalisé en 2024 au chapitre 70 (produits et services) soit 305K€ pour 2025.
- En Synthèse, les recettes resteraient prudentes et seraient en baisse de 0,6% par rapport au réalisé 2024.

Les hypothèses budgétaires de la collectivité en 2025

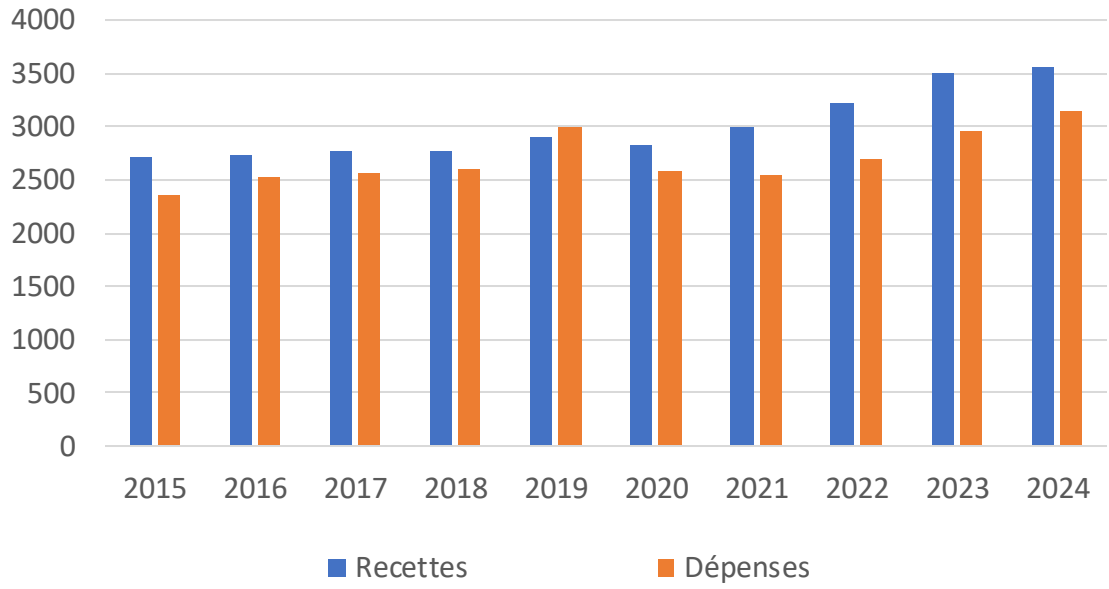
B. Les dépenses de fonctionnement au BP 2025 seraient en hausse de 1% par rapport au BP 2024.

- Les dépenses prévisionnelles de personnel qui représentent 52% des dépenses de fonctionnement sont programmées à hauteur de 2 018K€ au BP 2025 contre 1 941€ réalisé en 2024. Ce qui équivaut à un quasi-maintien qui s'explique par :
  - L'arrivée d'un Agent dès le 1erjanvier et le départ d'un agent en retraite à compter du 1er juin 2025 mais budgétisé sur l'année entière,
  - Le maintien de l'enveloppe de 22K€ est à nouveau prévue pour l'application du complément indemnitaire annuel et SFT, prime destinée à valoriser l'engagement professionnels des agents.
  - Maintien de l'assurance statutaire (85K€).
- L'enveloppe budgétaire des charges à caractère général est fixée à environ 1 338K€ soit une hausse de +6%. Les principaux postes sont :
  - Bien que l'énergie soit en baisse du fait d'investissements réalisés depuis 2021 (-53% sur l'éclairage public et -14% sur l'électricité et gaz des bâtiments, en 2024 VS 2021 sur la facture).
  - Les fournitures de petits équipements bâtiments et voirie sont en haussecompte tenu de l'inflation ainsi que les grosses dépenses d'entretiens des bâtiments (bâtiments de l'école et mairie : 50K).

Les hypothèses budgétaires de la collectivité en 2025

Les autres charges de gestion courante en hausse de 2% (173K€ par rapport au BP 2024 / NB 161K€ réalisé en 2024) comprennent notamment :

- L'enveloppe des subventions aux associations à hauteur de 47K€ (dont 25K€ pour le CCAS)
- Les indemnités de fonction sont maintenues sur le réalisé 2024.
- Les charges financières en hausses compte tenu des prêts relais dans l'attente des subventions liées aux investissements du centre bourg et aux investissements du tennis pour atteindre 75K€.



Les hypothèses budgétaires de la collectivité en 2025

C. Évolution de la capacité d'investissement

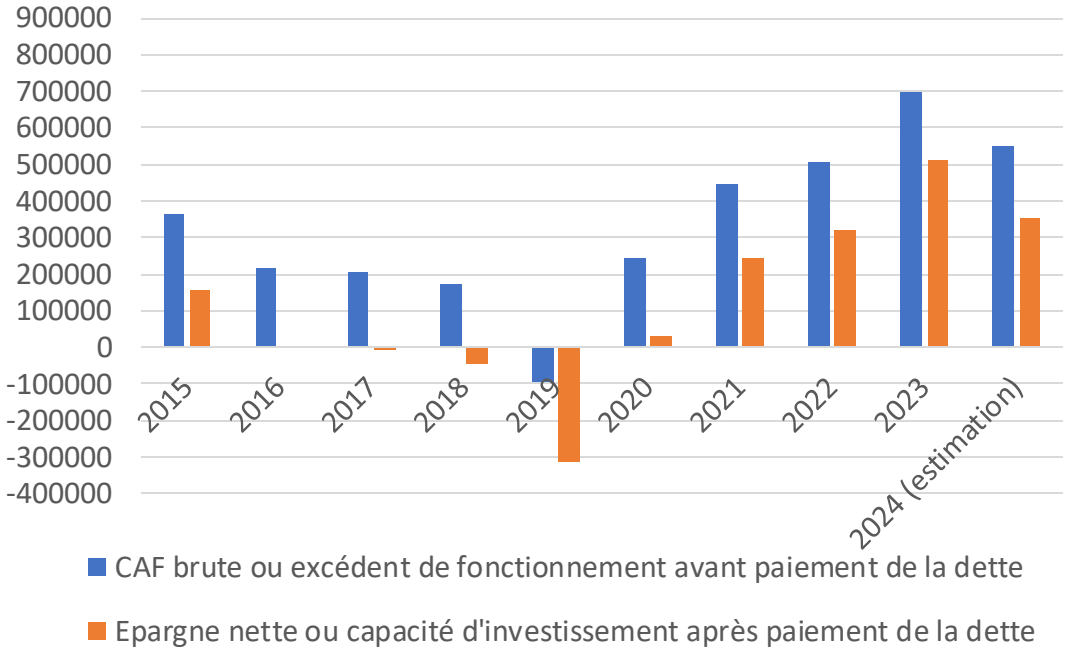
C-1. L'autofinancement ou excédent dégagé en 2024 restera d'un excellent niveau.

En effet, le niveau d'autofinancement brut (amortissement + virement du fonctionnement) est budgétisé à 230K€ en 2025 contre 300K€ au BP 2024.

L'amortissement en capital de la dette sera ainsi largement assuré (202K€ en 2025).

Sur la base des ressources propres (FCTVA 88K€, Taxe d'aménagement 50K€ et excédent de fonctionnement et d'investissement 2024 506K€), le financement disponible pour l'investissement s'élèverait à 874K€.

Ces montants d'autofinancement net et de financement disponible, tels qu'ils pourront être présentés au budget primitif, résultent de l'optimisation de nos ressources, associée à nos efforts de gestion qui doivent être poursuivis et encore affinés au regard des besoins de la collectivité et des Ribocortins.



Les hypothèses budgétaires de la collectivité en 2025

C-2. Situation de la dette

Un niveau d'endettement de la commune extrêmement faible.

Un désendettement qui se poursuivi et qui sera quasi nul à partir de 2028.

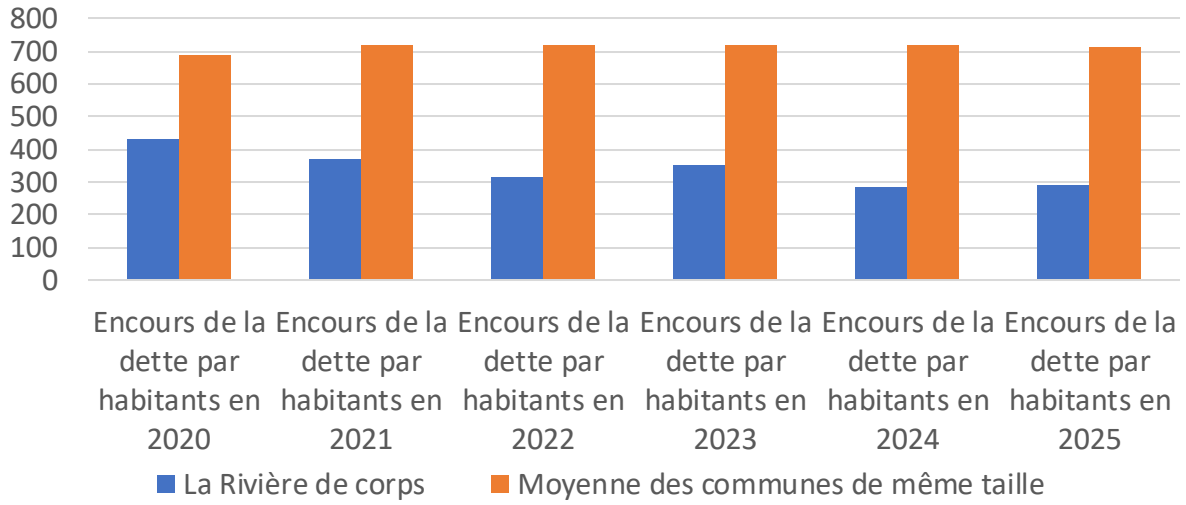
Au cours de l'année 2024, l'encours de la dette au 31 décembre 2024 s'élève à 1091K€. A noter que les prochaines tombées d'échéances seront en 2027 pour s'établir à 136K€ d'annuités en 2028 puis 36K€ en 2029 jusqu'en 2032.

Depuis 2020, la commune a poursuivi une politique de désendettement tout en investissant.

NB: L'aménagement du centre bourg et la réfection des tennis ont été réalisés sans endettement et sans augmentation des taux communaux.

L'encours de la dette en 2024 par rapport à l'épargne brute représente 1,97 années de désendettement (seuil d'alerte fixé à 15 années).

Pas d'impact sur le risque de remontée des taux puisque l'ensemble des prêts sont à taux fixe.



Les hypothèses budgétaires de la collectivité en 2025

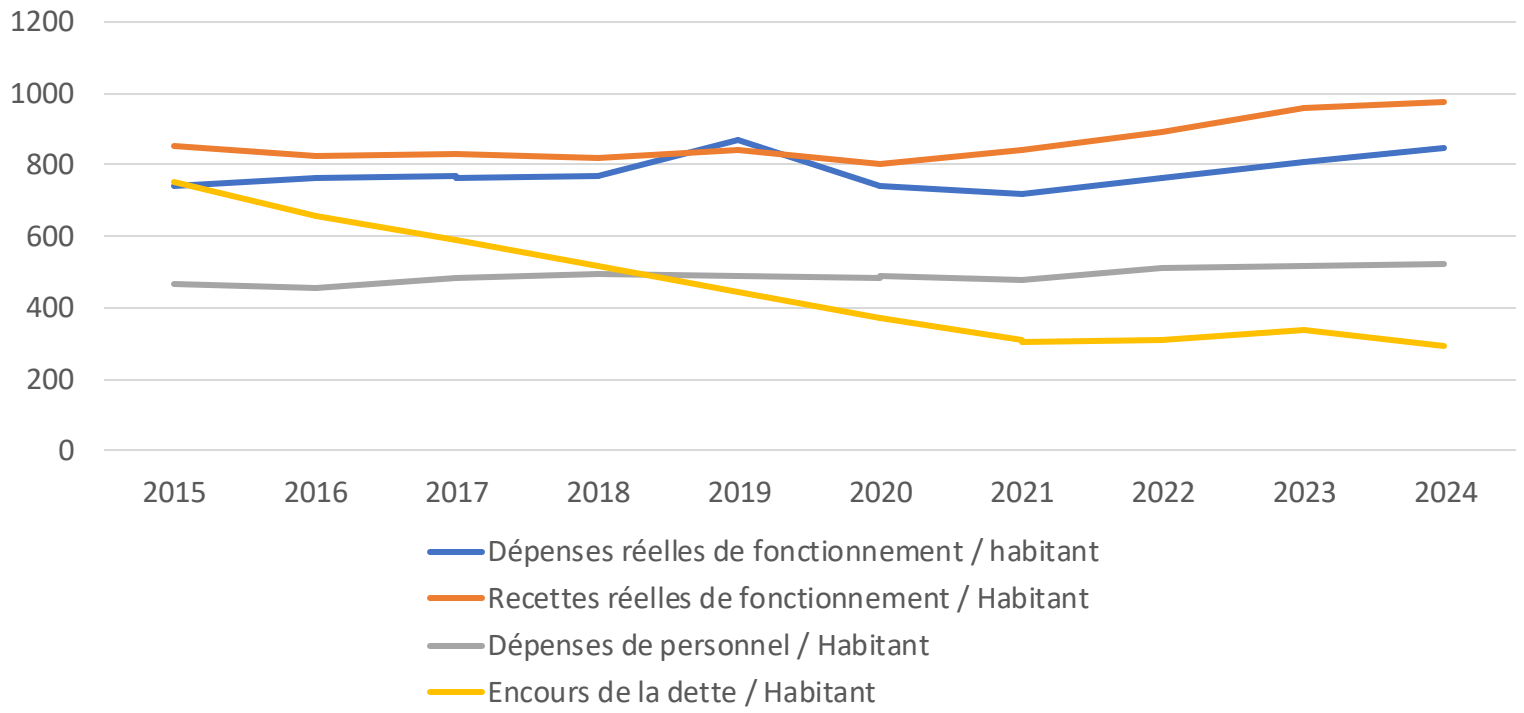
D. En synthèse

- **Indicateurs financiers par habitants**

Les dépenses de personnels restent maîtrisées.

L'encours de la dette se stabilise à un niveau particulièrement faible.

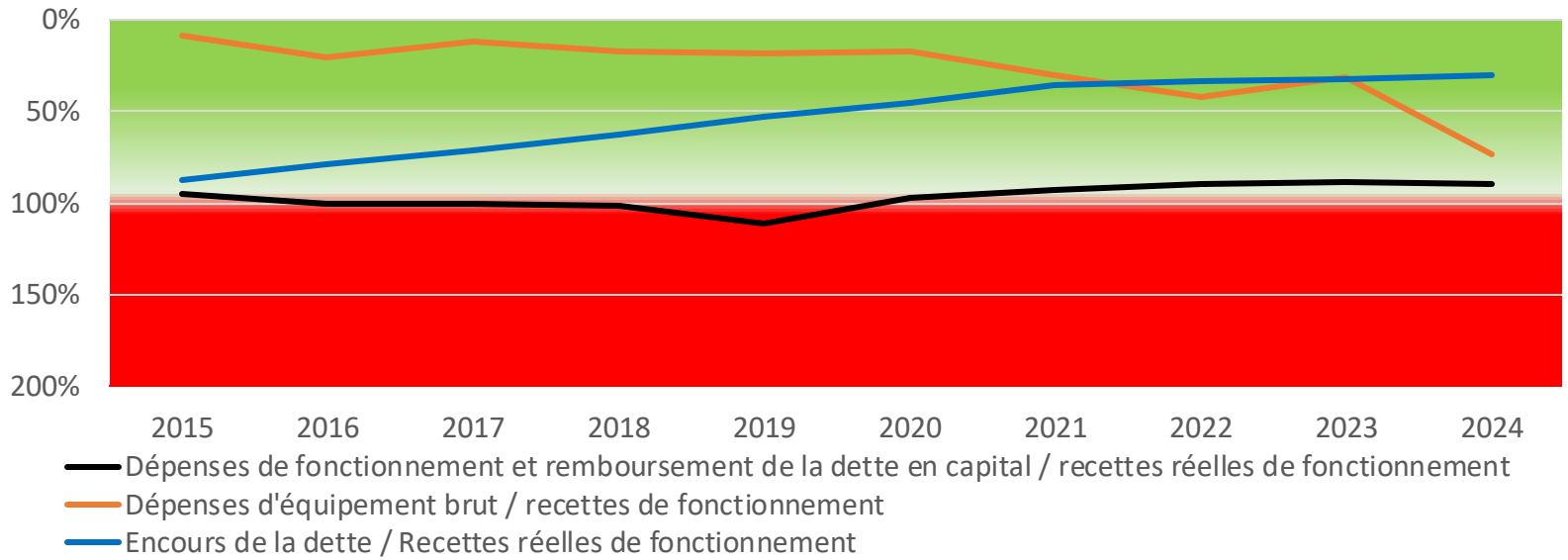
L'écart entre les dépenses et les recettes de fonctionnement s'améliore depuis 2019 libérant ainsi une capacité d'investissement.



Les hypothèses budgétaires de la collectivité en 2025

- **Indicateurs financiers : ratios**

Depuis 2019, la commune est à nouveau en capacité de rembourser la dette (courbe noire) contrairement à avant 2020, permettant ainsi à la Rivière de Corps d'investir considérablement (courbe orange) sans pour autant endetter la commune (courbe bleue) puisque la part du budget allouée à la dette diminue.



Les hypothèses budgétaires de la collectivité en 2025

D. Perspectives RH

A. Effectifs de la commune au 31/12/2024 :

- 38 agents fonctionnaires
- 3 agents contractuels de droit public (y compris les remplaçants)
- 2 contrats aidés (de droit privé)

B. Répartition des effectifs selon les catégories au 31/12/2024 :

Les agents titulaires et l'agent stagiaire sont répartis dans les catégories suivantes

- Catégorie A : 1 agent
- Catégorie B : 7 agents
- Catégorie C : 30 agents

Pour les agents contractuels de droit public, la répartition est la suivante :

- Catégorie A : 1 agent
- Catégorie B : 1 agent
- Catégorie C : 1 agent

Les orientations du budget investissement pour 2025

A. Les dépenses pluriannuelles :

- La poursuite du programme d'aménagement du centre bourg qui se terminera à la fin du 1er semestre 2025.
- Les dépenses d'investissement restantes s'établissent à 1436 K€ soit 43% du programme global.

B. Les projets d'investissements en 2025 :

- Les opérations individualisées :
  - Un programme voirie complémentaire (87 K€) à celui du centre bourg,
  - Le démarrage des travaux du tennis reporté en 2025 (1043 K€ au global).

Les orientations du budget investissement pour 2025

- Les opérations non individualisées :
  - Pour la boite à l'être, du petit matériel pour 2 K€.
  - Pour la crèche, du matériel pour 8 K€.
  - Pour l'école, le renouvellement de manuels, du mobilier, film de protection solaire et le renouvellement du parc informatique pour un budget de 17 K€
  - Pour la sécurité: 45 K€ pour la poursuite de l'installation d'une vidéo protection au centre bourg,
  - Pour la cadre de vie, des outils, aménagement d'une entrée de ville et du matériel pour Noël: 10 K€.
  - Réfection des cours, éclairage, accès PMR et grillages du complexe Tennis: 1 003 K€
  - Remplacement véhicule des services techniques: 15 K€
  - Réflexion toiture Boite à l'être: 21 K€
  - Remplacement de deux chaudières (Appartement école et salle sommer): 27 K€
  - Acquisition matériels informatiques et standard téléphonique: 19 K€
  - Matériel barnum : 5 K€
  - …etc.

Les orientations du budget investissement pour 2025

C. Le financement des investissements par la mobilisation des ressources disponibles (pas d'emprunt)

- Le financement de la dernière tranche du centre bourg est assurée par l'obtention de subvention (FEDER/Région/Département/TCM/DETR…) à hauteur de 80% de la somme éligible soit 1,960 M€, la vente de la maison Belaud 240 K€ et par de l'autofinancement propre à hauteur de 786 K€.
- Le financement des opérations non individualisées sur 2023 seront financées par:
  - Le virement du fonctionnement et les amortissements: 230 K€
  - Le FCTVA: 88 K€
  - La taxe d'aménagement: 50 K€
  - Les subventions prévues pour ces diverses opérations à hauteur de 914 K€
- Aucun emprunt MLT ne sera contracté par ces opérations.

Les orientations du budget investissement pour 2025

Quel budget pourrait être proposé en 2025 ?

- Le budget de fonctionnement pour 2025 :

	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT Estimation (CA 2024 non arrêté)	RECETTES DE FONCTIONNEMENT Estimation (CA 2024 non arrêté)
Administration générale	2 717 K€	2 707 K€
Réserve		290 K€
Virement à la section investissement	95 K€	
Communication/Informatique	94 K€	1 K€
Aménagement de l'espace / Développement Durable et Cadre de Vie	94 K€	
Politique familiale / Enfance / Petite Enfance	229 K€	686 K€
Sécurité	23 K€	
Patrimoine voiries	483 K€	114 K€
Vie associative et sportive / Culture / Cérémonies Dont Fêtes du Village et Marché de Noël	94 K€	31 K€
	Dont Subvention associations 22 K€ et 25 K€ au CCAS	
Total	3 829 K€	3 829 K€

Les orientations du budget investissement pour 2025

Quel budget d'investissement pourrait être proposé en 2025 ?

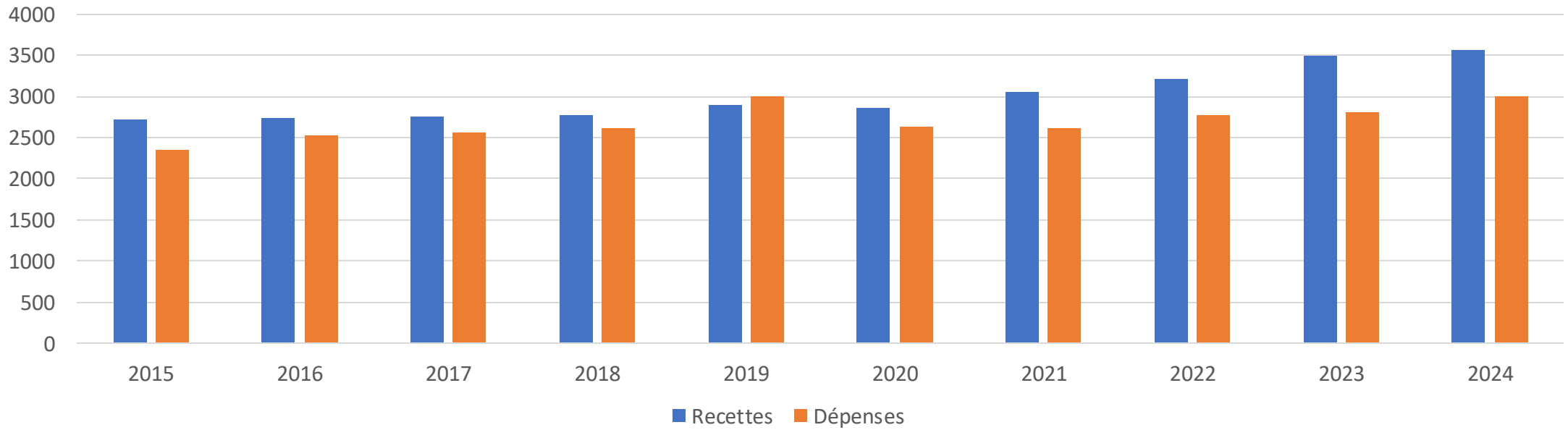
- Le budget d'investissement pour 2025 :

	DEPENSES DE D'INVESTISSEMENT Estimation (CA 2024 non arrêté)	RECETTES D'INVESTISSEMENT Estimation (CA 2024 non arrêté)
Administration générale et projet mandat	1 640 K€	1 388 €
	Dont remboursement des emprunts 202 K€	
Excédent fonctionnement 2024 et investissement (estimation)		475 K€
Virement de la section fonctionnement 2025		95 K€
Aménagement de la l'espace / Développement Durable	10 K€	
Politique familiale / Enfance / Petite Enfance	26 K€	8 K€
Sécurité	54 K€	
Communication/Informatique	19 K€	
Patrimoine voiries	142 K€	179 K€
Vie associative et sportive	1 008 K€	754 K€
Total	2 899 K€	2 899 K€

Annexe : Caractéristiques de la commune

Évolution des recettes et dépenses réelles de fonctionnement en K€

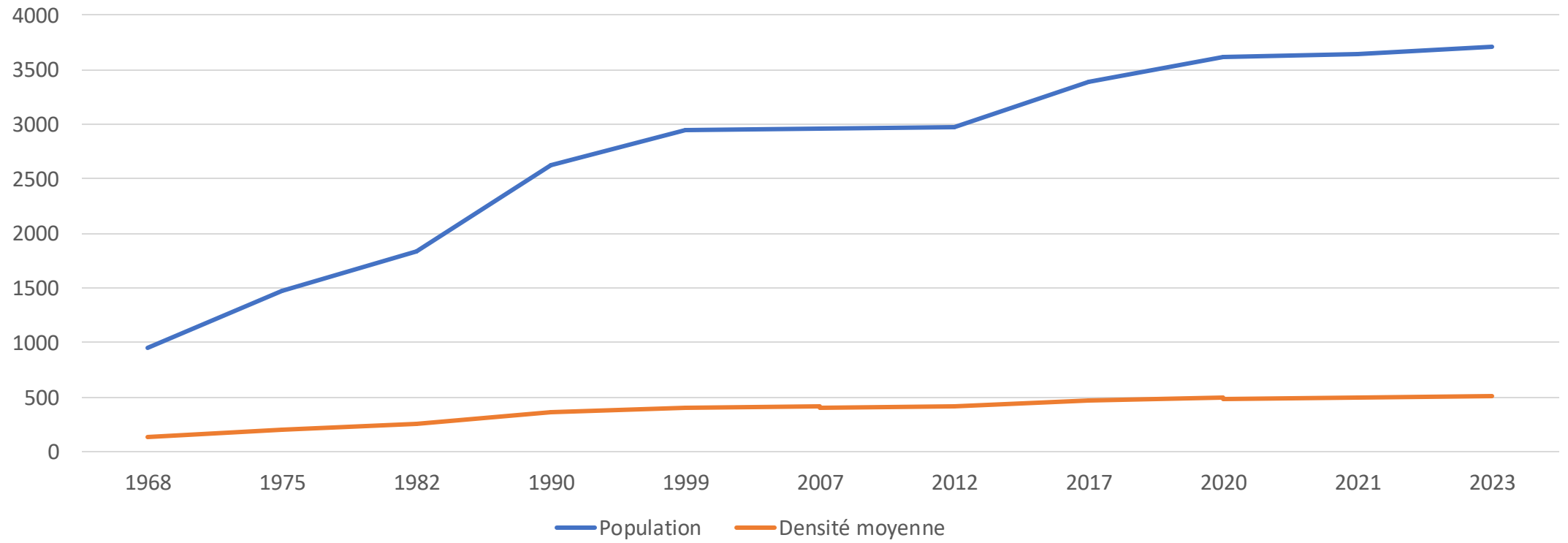
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution entre 2020 et 2024
Dépenses réelles	2 353	2 526	2 566	2 606	2 988	*2 577*	*2 553*	*2 704*	*2 803*	*3 007*	*+16%*
Recettes réelles	2 713	2 731	2 765	2 777	2 894	*2 819*	*3 001*	*3 212*	*3 501*	*3 558*	*+26%*
Excédent de fonctionnement avant remboursement de la dette	+360	+205	+199	+171	-94	*+242*	*+448*	*+508*	*+698*	*+551*	*+128%*



Annexe : Caractéristiques de la commune

La population

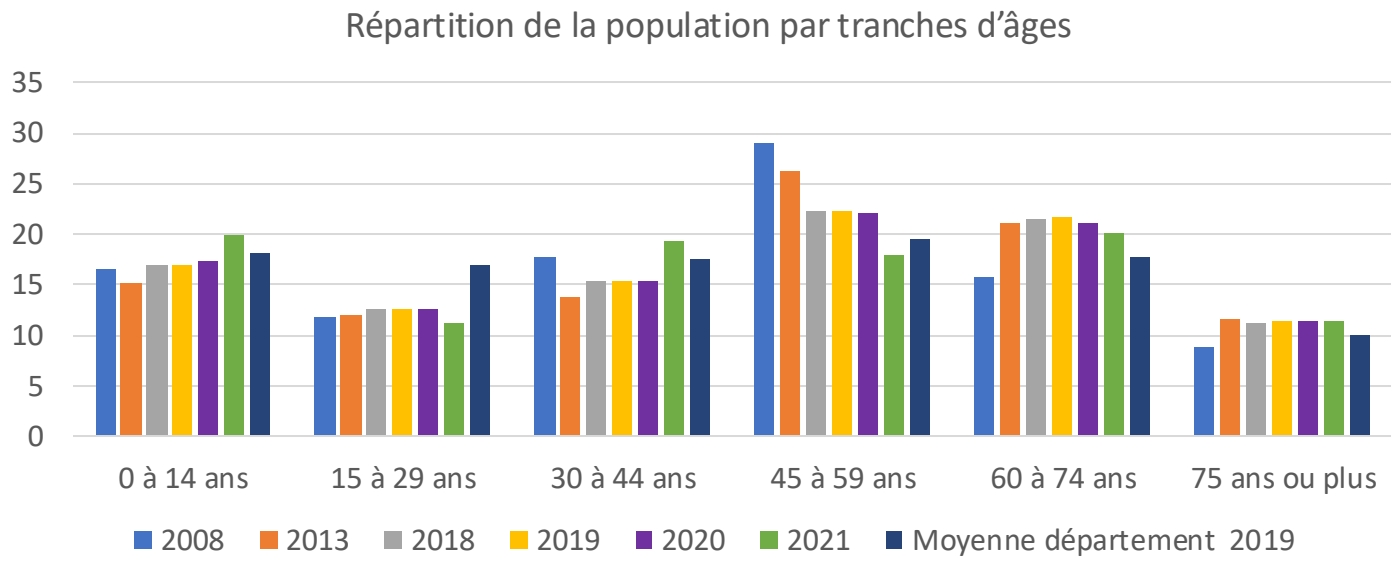
En 2024, La population est en augmentation de 27% par rapport à 2010.
Alors qu'elle n'est en hausse que de 2,6% sur le département de l'Aube.



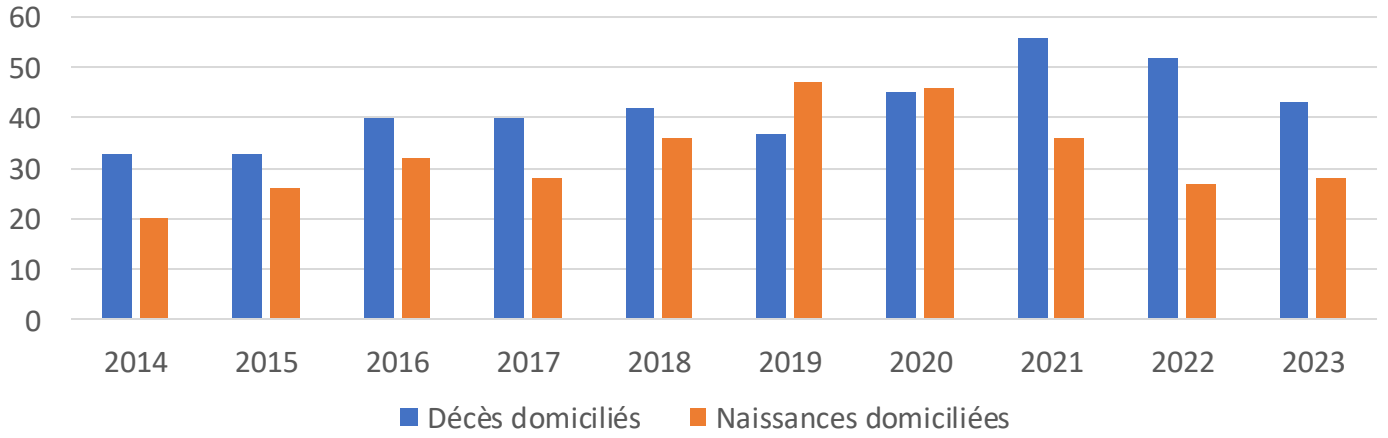
Annexe : Caractéristiques de la commune

49,5% de notre population dans la tranche 45 ans et plus.

34,9% de la population sont des retraités en 2020 contre 41,9% en 2013.
49,1% de la population sont des couples sans enfants et 14,9% des familles monoparentales en 2020.

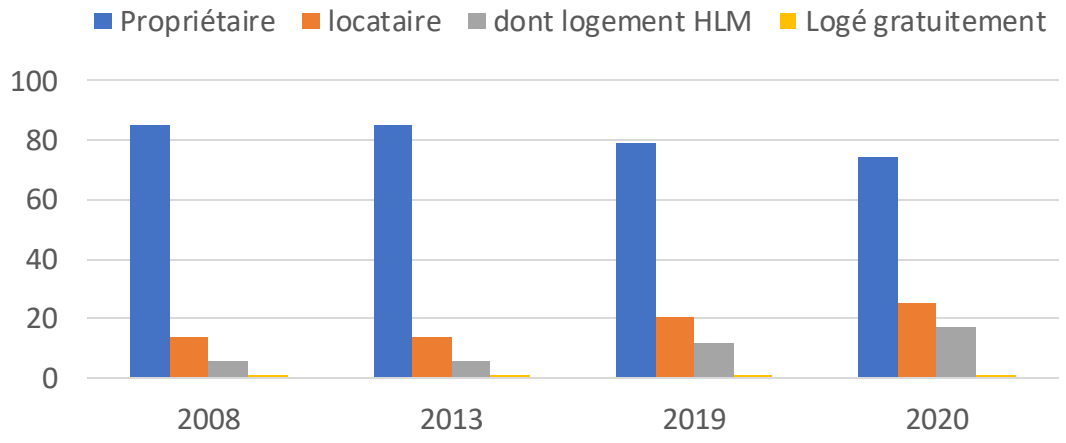


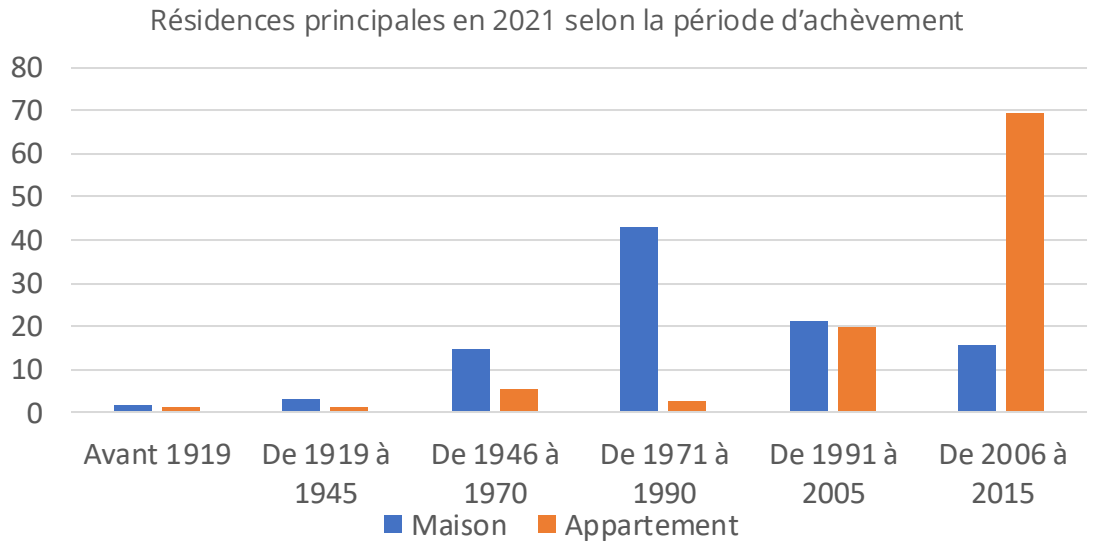
Entre 2022 et 2023, les décès sont en baisse de 17%.
Entre 2022 et 2023, les naissances sont stables.



Annexe : Caractéristiques de la commune

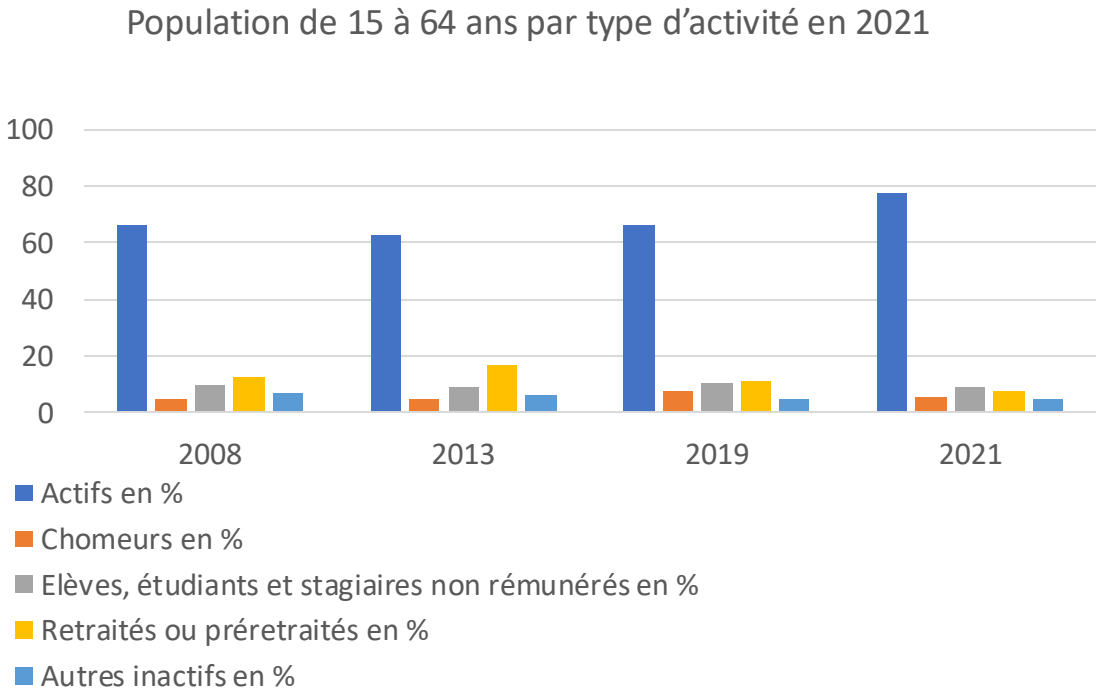
74% sont propriétaires de leur logement, un chiffre supérieur à celui du département de 17%. Toutefois, les locataires sont en hausse significative de +12% entre 2008 et 2020 (dont HLM +12%), alors que sur le département la part des locataires reste stable ainsi que la part des logement HLM.

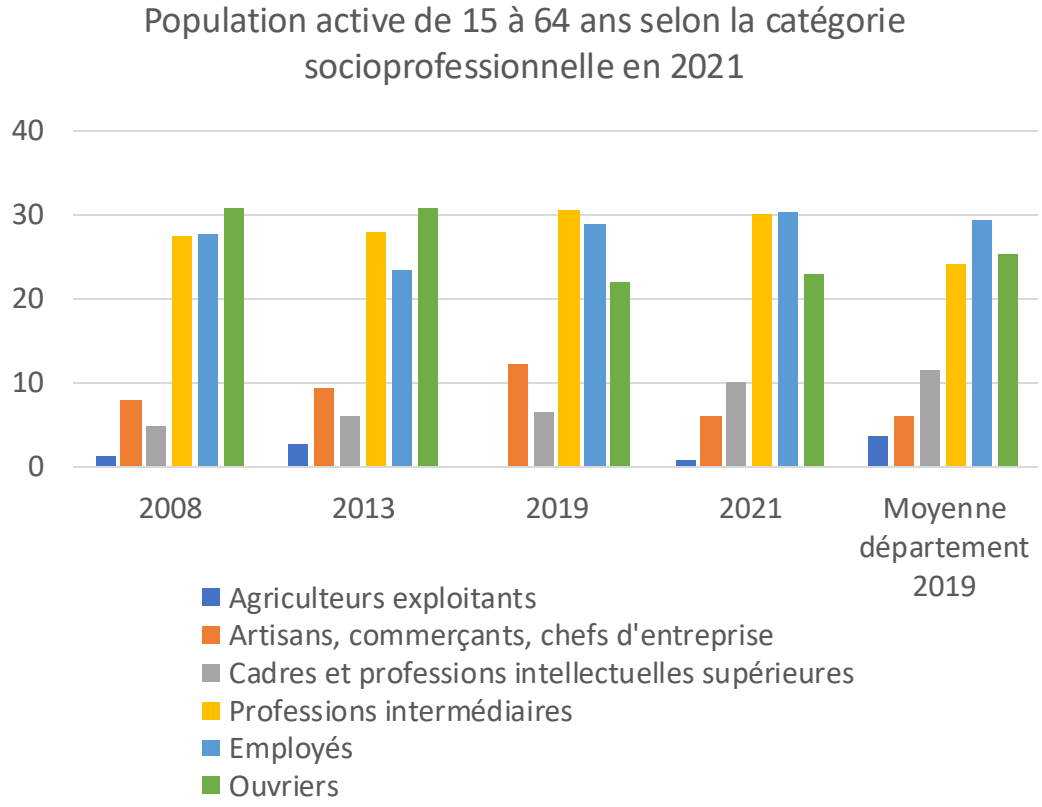




	Nombre de ménages	Parts des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par logement
Ensemble	1548	100	3593	4,8
Depuis moins de 2 ans	123	8	304	4,4
De 2 à 4 ans	313	20,2	881	4,4
De 5 à 9 ans	294	19	791	4,5
10 ans et plus	818	52,9	1617	5,1

Annexe : Caractéristiques de la commune





Ecart de +4% pour les actifs, -5,4% pour les chômeurs par rapport au département de l'aube.
Toutefois le taux de chômage entre 2019 et 2021 est en baisse de 2% sur la Rivière de Corps.

Entre 2019 et 2021, une baisse significative (-6,4%) de la catégorie socioprofessionnelle « artisans, commerçants et chef d'entreprise » au profit des cadres. Alors que sur le département: pas d'évolutions significatives.

Annexe : Caractéristiques de la commune

	2018	2019	2020	2021
Nombre de ménages fiscaux	1467	1521	1527	1530
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	3561	3739	3727	3656
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en €)	24160	23990	24500	25040
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	62	66	60	62

Entre 2020 et 2021, la part des ménages fiscaux imposés est en hausse de 2%. La médiane du revenu disponible est supérieure de 17% par rapport au département. La part des ménages fiscaux imposés à la Rivière de Corps est supérieure de 15% par rapport au département.

Annexe : Caractéristiques de la commune

- **Enfance :**

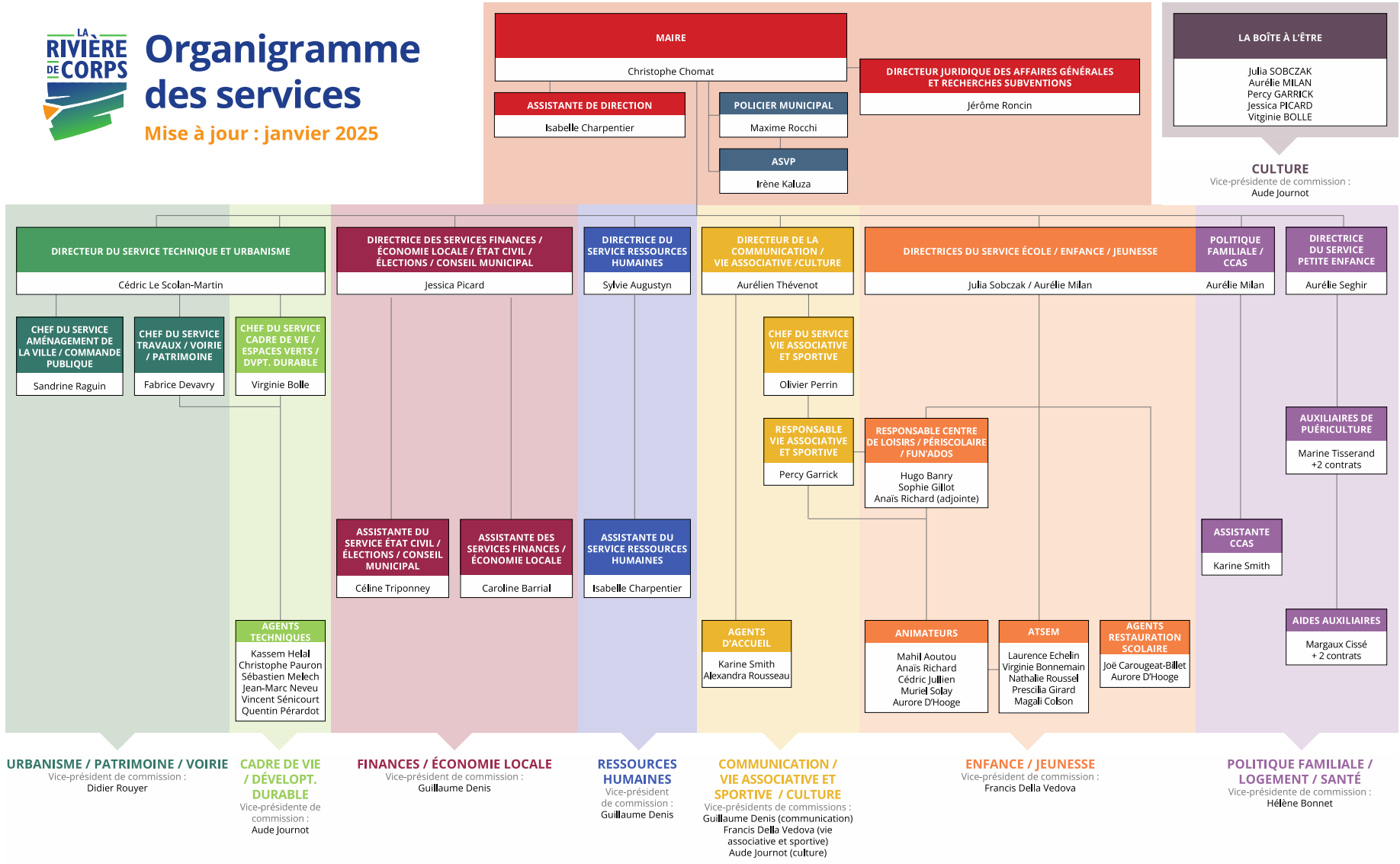
	Ribocortins					Non Ribocortins					
tranche	Tranche 1	tranche 2	Tranche 3			Tranche 1	tranche 2	Tranche 3			Total général
Quotient familial	0 - 300	31 - 840	> 841	Non renseigné	Total	0 - 300	31 - 840	> 841	Non renseigné	Total	
Ecole maternelle					122					4	126
ecole elementaire					230					3	233
periscolaire/resto	3	40	193	28	264	0	6	16	2	24	288
Club Ados	1	10	51	6	68	1	1	5	1	8	76
ACM merc	1	25	131	14	171	0	3	10	0	13	184
ACM vacances	1	24	126	15	166	0	4	13	2	19	185

- **Petite Enfance :**

Répartition de nombre d'enfants par tranche pour l'année 2024-2025										
	Ribocortins				Non Ribocortins					
Tranche	Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3		Tranche 1	Tranche 2	Tranche 3			
Quotient familial	0 - 300	301 -840	> 840	**Total**	0 - 300	301 - 840	> 840	**Total**	**Total Général**	
Nbre d'enfants	1	0	21	**22**			1	**1**	**23**	

Annexe : Caractéristiques de la commune

TABLEAU DES EMPLOIS SUR EMPLOIS PERMANENTS (fonctionnaires et agents contractuels de droit public sur emplois permanents) au 01/01/2025

Emploi	Effectifs budgétaires	Dates et n° de la délibération portant création ou modification de l'emploi	Grade(s) prévu(s) par la délibération	Effectifs pourvus	Effectifs vacants	Emplois pourvus par un fonctionnaire	Emplois pourvus par un contractuel	Grade détenu par l'agent occupant le poste	Service affectation	Durée hebdomadaire
Directeur Juridique - Affaires générales et recherches subventions	1		Attaché Attaché principal	1	0	1	0	Attaché principal	Juridique	Temps complet
Directeur du service Technique et Urbanisme	1		Technicien Technicien principal de 2ème classe Technicien principal de 1ère classe	1	0	1	0	Technicien	Technique et Urbanisme	Temps complet
Responsable du service Aménagement de la ville / Commande publique	1		Adjoint administratif Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	0	1	0	Adjoint administratif principal de 2ème classe	Technique et Urbanisme	Temps complet
Chef du service Travaux / Voirie / Patrimoine	1		Agent de maîtrise Agent de maîtrise principal	1	0	1	0	Agent de maîtrise principal	Technique	Temps complet
Chef du service Cadre de vie / Espaces verts / Développement durable	1		Agent de maîtrise Agent de maîtrise principal	1	0	1	0	Agent de maîtrise principal	Technique	Temps complet
Agent technique	5		Adjoint technique Adjoint technique principal de 2ème classe Adjoint technique principal de 1ère classe Agent de maîtrise	5	0	4	1	Adjoint technique (2) Adjoint technique principal de 2ème classe (2) Agent de maîtrise (1)	Technique	Temps complet
Directeur du service Finances / Economie locale / Etat Civil / Elections / Conseil Municipal (poste d'Assistante polyvalente créé pour cet agent)	1		Rédacteur Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur principal de 1ère classe	1	0	1	0	Rédacteur	Finances / Etat civil / Elections / Conseil Municipal	Temps complet
Assistante du service Finances / Economie locale	1		Adjoint administratif Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	0	1	0	Adjoint administratif	Finances	Temps complet
Assistante du service Etat civil / Elections / Conseil Municipal	1		Adjoint administratif Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	0	1	0	Adjoint administratif principal de 1ère classe	Etat civil / Elections / Conseil Municipal	Temps complet
Directeur du service Ressources humaines	1		Rédacteur Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur principal de 1ère classe	1	0	1	0	Rédacteur principal de 1ère classe	Ressources humaines	Temps complet
Assistante du service Ressources humaines	0,5		Adjoint administratif Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	0	1	0	Adjoint administratif principal de 1ère classe	Ressources humaines	Temps non complet 17h30/35h00
Directeur de la Communication / Vie associative / Culture	1		Rédacteur Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur principal de 1ère classe	1	0	0	1	Rédacteur	Communication	Temps complet
Chef du service Vie associative et sportive	1		Animateur Animateur principal de 2ème classe Animateur principal de 1ère classe	1	0	1	0	Animateur principal de 2ème classe	Communication	Temps complet
Responsable Vie associative et sportive	1		Animateur Animateur principal de 2ème classe Animateur principal de 1ère classe	1	0	1	0	Animateur	Communication	Temps complet
Agent d'accueil	1,5		Adjoint administratif Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif principal de 1ère classe	2	0	2	0	Adjoint administratif principal de 2ème classe (2)	Communication	Temps complet Temps non complet 15h00/30h00
Directeurs du service Ecole / Enfance / Jeunesse	2	Dont 1 poste ouvert à tous les grades par délib n° 37_24 du 24/05/2024	Rédacteur Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur principal de 1ère classe Animateur Adjoint d'animation principal de 1ère classe	2	0	2	0	Rédacteur Adjoint d'animation principal de 1ère classe	Enfance	Temps complet

Annexe : Caractéristiques de la commune